PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE L'ÉRABLE
VILLE DE PLESSISVILLE

PROJET DE RÈGLEMENT
RELATIF AU TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX

LE LUNDI, _____ jour du mois de _____ deux mille vingt-____, à une séance ____ordinaire du conseil provisoire de la Ville de Plessisville, tenue à l'hôtel de ville de Plessisville, à laquelle étaient présents monsieur _____ à titre de maire suppléant et les membres du conseil provisoire :

Sylvain Beaudoin, Joanie Bédard, Rémi Brassard, Valérie Desrochers, Bélinda Drolet, Jonathan Dubois, Marc Gendron, Christine Gingras, Annick Héon, Marc Morin et Martin Nadeau;

Formant quorum avec et sous la présidence du maire, monsieur _____.

ATTENDU QUE la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (L.R.Q., c. T-11.001) autorise le conseil municipal à déterminer la rémunération ainsi que l'allocation de dépenses du maire et des conseillers, et ce, pour l'ensemble des services qu'ils rendent à la municipalité, à quelque titre que ce soit, de même qu'à les indemniser pour une partie des frais liés à l'exercice de leurs fonctions;

ATTENDU QUE le regroupement des municipalités rend nécessaire un ajustement de la rémunération des élus afin de refléter adéquatement la réalité du nouveau territoire ainsi que les responsabilités accrues liées au rôle d'un élu;

ATTENDU QUE malgré l'augmentation prévue de la rémunération, le regroupement des deux conseils municipaux engendre une économie globale en matière de traitement des élus;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été déposé par _____, conseil____, à la séance ____ordinaire du _____;

À CES CAUSES, le conseil de la Ville de Plessisville ordonne et statue ainsi qu'il suit, savoir :

Article 1.- [Rémunération et allocation] À compter du mandat du nouveau conseil suivant l'élection municipale 2025, les élus auront droit, à compter de leur assermentation, à la rémunération et l'allocation de dépenses annuelles suivantes :

	<u>Rémunération</u>	<u>Allocation</u>	<u>Total</u>
Maire	55 000 \$	20 294 \$	75 294 \$
Conseiller	15 000 \$	7 500 \$	22 500 \$

Article 2.- [Modalité de versement] Cette rémunération sera payable aux élus en poste en douze versements égaux, versés dans leur compte à la fin de chaque mois.

Article 3.- [Crédits appropriés au budget annuel] Les montants requis pour le paiement de ces sommes sont pris à même le fonds général de la Ville et un montant suffisant est annuellement approprié au budget à cette fin.

Règlement XXXX-25

Article 4. - *[Rémunération du maire suppléant]* Le maire suppléant est nommé par résolution et reçoit une rémunération additionnelle représentant 10 % de la rémunération mensuelle totale payée au maire pour la durée de la nomination prévue à la résolution.

Article 5. - *[Indexation]* Les rémunérations et allocations prévues à l'article 1 sont indexées à la hausse pour chaque exercice financier à compter de l'année 2027.

Cette indexation sera équivalente pour chaque exercice financier postérieur, au pourcentage moyen de l'indexation versée aux employés municipaux permanents pour cet exercice financier.

Seule l'allocation de dépenses versée au maire qui a atteint le seuil maximal prévu à l'article 19 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux*, ne pourra être majorée, à moins que la Loi soit modifiée pour en hausser le montant.

Article 6. - *[Frais de déplacement]* Lors d'un déplacement pour le compte de la municipalité, par toute catégorie d'actes posés au Québec et dont le but n'est pas un déplacement hors du Québec, le tarif applicable pour le remboursement des frais de déplacement en véhicule est celui fixé dans la politique régissant les conditions de travail des employés cadres de la municipalité.

Le remboursement des autres dépenses raisonnables occasionnées par le déplacement, incluant les dépenses réellement encourues pour un transport autre que véhicule automobile, est effectué sur présentation des pièces justificatives.

Article 7. - *[Abrogation des règlements 1470 et 621-19]* Le présent règlement abroge le *Règlement 1470 Visant à établir la rémunération du maire et des conseillers à compter de 2006* de l'ancien territoire de la Ville de Plessisville et le *Règlement 621-19 sur le traitement des élus municipaux et abrogeant le Règlement n° 500-03* de l'ancien territoire de la Paroisse de Plessisville.

Article 8. - *[Entrée en vigueur]* Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ

Donné à Plessisville, ce ___ jour
du mois de _____ 202__

M^E GENEVIÈVE FERLAND LAMONTAGNE
Greffière

Maire